



Paris, le 14 Avril 2016

Avis de tempête sociale pour dégager l'horizon politique

LE 28 AVRIL PROCHAIN : GRÈVE GÉNÉRALE

Retrait de la loi El-Khomri #OnVautMieuxQueÇa!

- ⇒ Sous la pression populaire, le gouvernement a réécrit quelques articles de la loi travail. Mais la logique du texte reste la même : elle fragilise les salariés et ne permettra pas de s'attaquer au chômage.
- ⇒ Ce n'est pas "le coût du travail trop élevé" qui affaiblit l'économie. C'est le coût du capital, la pression des marchés financiers, l'évasion fiscale qui sacrifient l'emploi aux profits des actionnaires.
- ⇒ Amplifions la mobilisation jusqu'au retrait du projet ! De vraies réformes progressistes sont plus que jamais nécessaires face aux patrons et aux banquiers voyous.

N'en déplaise au patronat et au gouvernement, le mouvement enclenché au début du mois de mars ne faiblit pas. Les liens de solidarité entre lycéens, étudiants et salariés qui se sont tissés contre le projet de loi Travail sont désormais ancrés et profonds.

Après la déferlante dans les rues de Paris le 31 mars, l'immense réussite du 9 avril, le gouvernement est de nouveau contraint de revoir la loi. Mais nous ne voulons pas de quelques aménagements, nous voulons le retrait pur et simple du projet de loi travail. Nous voulons une réelle négociation sur la base des propositions de la CGT.

Panama papers : un scandale de plus qui montre le vrai visage des fraudeurs

Comment supporter que les salariés puissent voir leurs droits rabaissés par la loi El-Khomri alors que l'argent coule à flot vers les paradis fiscaux ? Comment ce projet de loi, salué par le Medef, mais dont les économistes les plus avertis s'accordent à dire qu'il instaure un vrai régime de précarité pour les salariés en exercice comme pour la jeunesse, pourrait-il encore être crédible ? Alors que banques et entrepreneurs s'acoquinent pour dissimuler des profits tirés du travail des salariés dans les paradis fiscaux. L'évasion fiscale en France représente au bas mot 600 milliards d'euros. A titre de comparaison, le fameux « trou de la Sécu » est d'un montant de 12,5 milliards d'euros.

A PARIS : PLUS D'UN POSTIER SUR 3 EN GREVE LE 31 MARS

Au Courrier

Dans les PDC : plus de 500 facteurs en grève dans les distris

Dans les PPDC : 211 agents en grève

Dans les PIC : plus de 250 agents des PIC Gonesse et Wissous en grève

Dans les bureaux de poste parisiens : 367 guichetiers en grève

Au total, plus de 1300 postiers parisiens ont fait grève et de très nombreux collègues étaient présents à la manifestation malgré la pluie !

Qui sont les fraudeurs ?

Les documents collectés par les journalistes parlent d'eux-mêmes : 214 000 entreprises, plus de 500 banques, des dizaines de personnalités politiques... Se côtoient dans les « *braqueurs* », des chefs d'État, des mafieux, des chefs d'entreprises, des sportifs, des banquiers, des hommes politiques de droite, du Front national et du parti socialiste...

Sacrifices pour les uns, impunité pour les autres, ça suffit !

Alors que ce scandale n'épargne, en France, ni la droite ni le PS, ni le FN, les gouvernements successifs nous disent qu'il faut faire des sacrifices et mènent des politiques austéritaires qui se traduisent par le gel des salaires, des suppressions d'emplois, une situation désastreuse pour les collectivités et les services public (*hôpitaux, écoles, transport, poste...*).

La loi El-Khomri enjoint les salariés d'accepter de réduire leurs salaires, le taux de leurs heures supplémentaires, leurs indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif... Tout cela pour alimenter les actionnaires et les paradis fiscaux ?

Il est temps de réorienter notre économie vers la satisfaction des besoins, pour mettre un terme au diktat des banques et de la finance.

LA CGT PROPOSE :

1. D'augmenter les salaires et baisser le temps de travail à 32 heures par semaine pour permettre la création de centaines de milliers d'emplois.

2. De créer une sécurité sociale professionnelle garantissant à tout salarié la possibilité d'alterner périodes d'emploi et de formation sans passer par la case chômage.

3. De mettre en place un code du travail du 21^{ème} siècle qui permette de contester la mainmise des actionnaires et de la rentabilité financière sur les entreprises.

4. De renationaliser les banques et récupérer l'argent public donné aux entreprises pour financer non pas des actionnaires sans contrepartie mais des programmes de création d'emplois et de formations qualifiantes, de recherche et d'innovation.

5. Donner aux syndicats et aux salariés des droits et pouvoirs nouveaux d'intervention dans les choix des entreprises et aux citoyens et élus dans les choix de la Cité.

LE 28 AVRIL, EN GRÈVE ET EN MANIF POUR :

➔ **LE RETRAIT DU PROJET DE LOI TRAVAIL**

➔ **L'ARRÊT DES REORGS À LA POSTE**

➔ **L'AUGMENTATION DES SALAIRES ET LE 13^{ème} MOIS**

➔ **UN DÉPART = UNE EMBAUCHE**

➔ **COMPLEMENT DE TOUTES LES POSITIONS DE TRAVAIL VACANTES**

➔ **L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

